

Cote du document: EB 2016/119/R.29
Point de l'ordre du jour: 15 a)
Date: 9 novembre 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à Transtec en faveur de l'amélioration des moyens d'existence dans les zones arides de Djibouti et de la Somalie grâce à la diffusion de technologies contribuant à accroître la productivité

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Khalida Bouzar
Directrice de la Division Proche-Orient,
Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Kaushik Barua
Chargé d'appui au programme de pays
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2697
courriel: k.barua@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration – Cent dix-neuvième session
Rome, 14-15 décembre 2016

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 19.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à Transtec en faveur de l'amélioration des moyens d'existence dans les zones arides de Djibouti et de la Somalie grâce à la diffusion de technologies contribuant à accroître la productivité

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Le changement climatique frappe de plein fouet les zones arides et semi-arides de Djibouti et de la région du Somaliland, située dans le nord-ouest de la Somalie. Les précipitations sont erratiques et irrégulièrement réparties, variant entre une moyenne de moins de 60 mm dans les zones côtières et de 500 mm sur les hauteurs du Somaliland. L'agriculture et l'élevage pratiqués par les petits exploitants agricoles se heurtent à divers problèmes: pénurie d'eau, dégradation des sols et de l'eau, surpâturage des terres de parcours, faible productivité des pratiques d'agriculture pluviale utilisées dans les zones arides et piètre performance de l'élevage, ce qui favorise l'insécurité alimentaire et limite les perspectives de revenus.
2. Deux initiatives financées par le FIDA récemment achevées – le Programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II (NWICDP-II) conduit en Somalie et le Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres (PROMES-GDT) à Djibouti – ont permis la mise au point de précieux instruments d'amélioration des moyens d'existence. Les activités proposées s'appuieront sur ces résultats et s'adresseront aux communautés vivant dans les mêmes zones cibles. En particulier, elles atténueront directement et durablement les problèmes de productivité des cultures liés à des facteurs tels que l'utilisation non judicieuse de l'eau dans les exploitations et les pratiques de travail du sol qui y sont associées, l'emploi de semences de faible qualité et la densité de semis inadaptée, et la mauvaise gestion de la fertilité, des adventices, des ravageurs et des maladies. Les activités relatives à l'élevage viseront à améliorer la productivité des petits ruminants, notamment la performance en matière de reproduction et les taux d'exploitation des troupeaux, en proposant des modules intégrés de techniques améliorées pour réduire la mortalité des chevreaux/agneaux, améliorer les taux de croissance et l'état nutritionnel des animaux et favoriser la multiplication sélective et, notamment, l'élimination des femelles peu performantes.
3. La proposition est conforme au but et aux objectifs de la Politique du FIDA en matière de dons. Il s'agira notamment: i) de promouvoir des activités, des techniques et des approches novatrices qui appuient deux des groupes cibles du FIDA et ont été mises au point par ces groupes – les pasteurs nomades et les producteurs agropastoraux; ii) de promouvoir les actions de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques, en relation avec les questions intéressant les populations rurales pauvres des zones arides et semi-arides; iii) de renforcer les capacités des institutions partenaires, notamment les administrations des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement chargées de fournir

des services aux populations rurales des régions arides et semi-arides, ainsi que les capacités des organisations de la base, afin qu'elles puissent offrir une série de services aux populations rurales pauvres; et iv) de promouvoir auprès des parties prenantes la diffusion des enseignements tirés de l'expérience et la gestion des savoirs et des données relatives à la réduction de la pauvreté rurale, à l'intérieur des régions et entre elles, en particulier les informations et les connaissances ayant trait aux pasteurs nomades et aux producteurs agropastoraux.

4. Le projet relève du groupe thématique 4 du Plan à moyen terme 2016-2018 du FIDA ainsi que du domaine prioritaire 2016 connexe concernant la recherche agricole pour le développement visant à renforcer la durabilité, l'intensification et la résilience de l'agriculture paysanne. Les futurs modules techniques constitueront des biens publics régionaux liés au mandat du FIDA et intéressant la Corne de l'Afrique et d'autres régions, du point de vue du partage des connaissances et des avantages apportés.
5. Une compétition ouverte a été organisée selon un processus d'évaluation rigoureux et transparent conduit conformément aux procédures d'application de la Politique du FIDA en matière de dons. À l'issue de vérifications juridiques et financières approfondies des renseignements disponibles, Transtec a été choisi comme bénéficiaire du don. La proposition a été élaborée et sera mise en œuvre par un consortium composé de Transtec, Vétérinaires sans frontières-Suisse (VSF-S) et la Haute École des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL). Tous les membres du groupe d'évaluation sont convenus que l'offre de Transtec était la meilleure. Le groupe chargé de l'amélioration de la qualité a souligné l'excellence de la performance de Transtec dans le cadre de l'exécution du projet NWICDP-II, qui illustre son aptitude à intervenir dans des situations complexes et fragiles et à répondre efficacement aux besoins prioritaires des groupes cibles. Compte tenu de l'expérience de Transtec dans la région et de son étroite collaboration antérieure avec les ministères techniques à Djibouti et au Somaliland, des difficultés rencontrées pour trouver des partenaires dotés d'une expérience, de compétences et de réseaux équivalents dans la région, et de l'expérience antérieure du FIDA avec des organisations non gouvernementales (ONG) et des acteurs du secteur privé en Somalie, la direction a recommandé d'attribuer le don à Transtec.
6. Le bénéficiaire du don est l'entité du secteur privé Transtec — une société à responsabilité limitée enregistrée en Belgique, qui est active dans le domaine du développement international depuis 30 ans et assure l'exécution de projets en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. La proposition est cohérente avec la stratégie du FIDA concernant le secteur privé et elle reproduit à plus grande échelle les initiatives couronnées de succès d'un partenariat avec le secteur privé, contribuant ainsi directement à l'amélioration des effets directs de projet et des résultats au niveau du pays. De même, la proposition s'inscrit dans le droit fil de l'approche adoptée par le FIDA pour intervenir dans des situations fragiles, si l'on considère: le choix de l'organisme chargé de l'exécution, qui dénote une approche flexible et différenciée; les modalités mises au point dans le cadre du consortium; l'accent placé sur le partenariat institutionnel; et le ciblage de communautés vulnérables.

II. Le projet proposé

7. Le projet a pour finalité d'améliorer les moyens d'existence des communautés de pasteurs et de producteurs agropastoraux dans les zones couvertes par les projets NWICDP-II et PROMES-GDT, et notamment de contribuer à l'accroissement de la productivité grâce à l'adoption de techniques agricoles améliorées et de pratiques de gestion durable de l'eau, des bassins versants, des terres de parcours et des petits ruminants. Les objectifs sont les suivants: i) proposer des modules techniques visant à accroître et stabiliser la productivité des systèmes de production pluviale fondés sur le sorgho/maïs et des systèmes de production irriguée fruits/légumes; ii) proposer des modules techniques visant à accroître et

stabiliser la productivité des terres de parcours et des petits ruminants;
 iii) promouvoir les techniques de gestion des bassins versants et faire la démonstration de leur efficacité; et iv) renforcer l'aptitude du personnel national des secteurs de la recherche et de la vulgarisation à offrir des services d'appui aux pasteurs, aux producteurs agropastoraux et aux agriculteurs pratiquant l'irrigation.

8. Les groupes cibles directs se composeront de 5 190 ménages résidant dans le nord-ouest de la Somalie et de 1 445 ménages résidant à Djibouti. De nouvelles plateformes de diffusion des technologies seront créées au sein d'organisations communautaires existantes. Les activités intégreront pleinement les femmes, dont 1 110 participeront aux activités génératrices de revenus.
9. Le projet sera exécuté sur quatre ans et sera articulé autour des composantes suivantes:
 - i) modules techniques relatifs à l'agriculture pluviale et à la petite irrigation;
 - ii) modules techniques pour l'accroissement de la productivité des terres de parcours et des petits ruminants;
 - iii) techniques de gestion des bassins versants; et
 - iv) renforcement des capacités.

III. Effets/produits attendus

10. L'objectif global est d'améliorer les moyens d'existence des communautés de pasteurs et de producteurs agropastoraux à Djibouti et en Somalie. L'amélioration des moyens d'existence se manifestera sous deux formes: augmentation des actifs possédés par les ménages participants et extension de la surface de terres collectives faisant l'objet de pratiques de gestion améliorées.
11. Les activités financées par le don devraient permettre de parvenir aux effets directs/produits suivants:
 - i) Amélioration des rendements des cultures pluviales et des cultures irriguées résultant des facteurs suivants:
 - Meilleure conservation de l'eau dans les exploitations agricoles de production pluviale
 - Progression de l'utilisation des pratiques de culture intercalaire et de rotation culturale
 - Accroissement du rendement des cultures vivrières de base et, éventuellement, de certaines cultures de rente
 - Amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau/de la productivité de l'eau
 - ii) Amélioration de la productivité par animal:
 - Réduction de la mortalité des chevreaux/agneaux
 - Progression de la commercialisation des petits ruminants sur les marchés
 - Augmentation du poids vif et du prix des animaux commercialisés
 - iii) Protection des bassins versants:
 - Meilleure conservation des sols et de l'eau
 - Réduction du ruissellement et de l'appauvrissement en éléments nutritifs dans les zones pilotes
 - Accroissement du couvert végétal et de la production de biomasse

- Accroissement des revenus issus des produits des terres de parcours
- iv) Renforcement des capacités des institutions nationales et amélioration de la performance du personnel des secteurs de la recherche et de la vulgarisation:
- Établissement de programmes de recherche portant sur les besoins des utilisateurs des terres
 - Lancement d'ateliers itinérants et de fermes-écoles
 - Renforcement des compétences des chargés de recherche et des agents de vulgarisation
12. Pour que les avantages qu'elles apportent soient durables et puissent être reproduits à plus grande échelle, les activités comporteront un élément de renforcement des capacités institutionnelles (à l'intention des ministères concernés et des ONG présentes dans les zones cibles) et d'autonomisation des communautés (à l'intention des communautés de pasteurs). L'établissement de liens avec les interventions du Fonds de développement du Somaliland (FDS)¹ permettront d'étendre les activités relatives au sol et à la protection de l'environnement.

IV. Modalités d'exécution

13. Le bénéficiaire du don est Transtec, une entité du secteur privé, mais les activités seront réalisées par un consortium composé de Transtec, VSF-S et HAFL. La participation d'une société de consultants du secteur privé est intéressante, car ce type de société apporte flexibilité de gestion et compétences techniques dans le cadre de l'exécution de programmes complexes et longs dans des situations fragiles. Le consortium établira à Hargeisa une unité de coordination du projet (UCP) chargée de la gestion globale, de la coordination et du suivi de l'exécution.
14. L'exécution sera sous-traitée en majeure partie à des partenaires d'exécution et des prestataires de services qualifiés, au titre d'accords d'exécution passés avec l'UCP dans lesquels les devoirs et les obligations seront précisés comme indiqué ci-après:
- Au Somaliland, le Ministère de l'agriculture local nommera deux fonctionnaires subalternes, un dans le Département de la production végétale et un dans le Département de la terre et de l'eau; le Ministère de l'environnement local nommera un fonctionnaire principal chargé des activités relatives aux terres de parcours; et le Ministère de l'élevage local nommera un fonctionnaire principal du Département de la production animale chargé de coordonner les activités d'amélioration de l'élevage avec VSF-S.
 - Le Ministère de l'agriculture, de l'eau, de la pêche, de l'élevage et des ressources halieutiques de Djibouti nommera un fonctionnaire principal chargé de coordonner toutes les composantes à Djibouti et d'établir des liens et de les entretenir, avec les départements techniques concernés.
15. Un comité de pilotage du projet, composé de représentants des partenaires et des organisations communautaires chargés de l'exécution dans chaque pays, se réunira deux fois par an, et un comité de coordination technique, composé du personnel de l'UCP et de ses interlocuteurs au sein des ministères compétents, se réunira chaque trimestre, alternativement à Hargeisa et à Djibouti afin d'associer les réunions à des visites aux bénéficiaires sur le terrain.
16. Le consortium chargé de l'exécution et les résultats obtenus dans le cadre de ses activités seront assujettis à des normes de performance précises. On trouvera dans l'appendice II des informations détaillées concernant les dispositions relatives aux décaissements et les exigences en matière d'information financière et d'audit.

¹ Un guichet de financement du développement, conçu pour appuyer les projets s'inscrivant dans le Plan national de développement et appuyé par le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

L'appendice III présente des informations générales sur le processus d'évaluation et de sélection et donne des précisions sur le bénéficiaire sélectionné.

V. Coût et financement indicatifs du projet

17. Le coût total pour le FIDA, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers mais hors droits et taxes, est estimé à 2,0 millions d'USD. La composante 3 est la plus onéreuse, mobilisant 35% des coûts de base, suivie par les composantes 1 (28%), 2 (13%) et 4 (11%). La coordination du projet, qui représente environ 16% des coûts de base, est intégrée dans les coûts des composantes. Sur le montant total du financement, soit 4,0 millions d'USD, le FIDA contribuera à hauteur de 50% (2,0 millions d'USD), Transtec à hauteur de 10% (0,4 million d'USD), les bénéficiaires à hauteur de 3% (0,1 million d'USD) et le FDS à hauteur de 37% (1,5 million d'USD).
18. Du point de vue de l'optimisation de la contribution du FIDA, le coût le plus élevé se rapporte aux opérations de terrain (38%), qui concernent directement les bénéficiaires, suivi par les coûts liés à la recherche (25%), qui visent à améliorer la capacité de production des bénéficiaires. La gestion et l'assistance technique représentent 16% des coûts directs, et les frais généraux et frais de gestion ont été limités à 7,5%.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>Transtec</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>FDS</i>	<i>Total</i>
1. Modules techniques relatifs à l'agriculture pluviale et à la petite irrigation	370	50	50	650	1 120
2. Modules techniques pour l'accroissement de la productivité des terres de parcours et des petits ruminants	475	50	-	-	525
3. Techniques de gestion des bassins versants efficaces et peu onéreuses	567	50	52	745	1 414
4. Renforcement des capacités	280	150	-	-	430
5. Frais généraux et gestion de projet	148	100	-	105	353
Total des coûts de base	1 840	400	102	1 500	3 842
Provisions pour aléas	160	-	-	-	160
Coût total, y compris les provisions pour aléas	2 000	400	102	1 500	4 002

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>					<i>Transtec</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>SDF</i>	<i>Total</i>
	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Année 4</i>	<i>Total</i>				
1. Travaux	30	30	30	14	104	-	102	914	1 120
2. Matériel et services	36	36	0	0	72	20	-	95	187
3. Biens, services et intrants	90	65	65	32	252	-	-	40	292
4. Consultants	100	100	100	40	340	170	-	54	564
5. Formation	130	130	130	43	433	-	-	57	490
6. Dépenses de fonctionnement	45	105	105	104	359	-	-	130	489
7. Salaires et traitements	36	85	85	84	290	-	-	105	395
8. Frais généraux et frais de gestion	37	38	38	37	150	210	-	105	465
Total	504	589	553	354	2 000	400	102	1 500	4 002

VI. Recommandation

19. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet en faveur de l'amélioration des moyens d'existence dans les zones arides de Djibouti et de la Somalie grâce à la diffusion de technologies contribuant à accroître la productivité, accordera un don d'un montant de deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) à Transtec pour une période de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Results-based logical framework

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name	Base-line	YR1	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal Improved livelihoods of pastoralists and agro-pastoralists in Somalia and Djibouti through increased productivity.	No. poor households whose assets have increased.	-	1,630	3,260	6,635	Region/District socio-economic surveys.	YR1, Mid-term, End	PCU M&E	Government strategy for poverty alleviation and environmental conservation.
Objectives 1. Increased/stabilized productivity of rainfed and irrigated farming systems. 2. Increased/stabilized productivity of rangelands and small ruminants. 3. Efficient watershed management. 4. Enhanced capacities of domestic institutions.	• % Increase in food self-sufficiency and earnings of poor households.	-	10%	25%	100%	District records.	Each year	District, MoA	Commitment of Government to land and water management. Contingency planning and environmental early warning systems streamlined in policy.
	• % Decrease in soil erosion rates annually	-	10%	25%	25%				
	• % Operational community organization.	-	10%	20%	95%				
Outputs Increased yields of rainfed and irrigated crops	• % Increase in crop production.	-	10%	15%	30%	District records. Programme reports. Crop assessments.	Each year	MoA PCU M&E	Commitment among local authorities and communities to agricultural development.
	• No. Farmers with secure access to irrigation.	-	100	200	400				
Improved productivity per animal health	• % increase in market sale of small ruminants.	-	5%	10%	30%	Market surveys Programme reports.	Each year	MoL PCU M&E	The beneficiaries will use improved practices.
Protected watersheds	• Ha under improved management.	-	4,000	12,000	24,000	GIS mapping. Programme reports.	Continuous Each year	MoA, PCU PCU M&E	Strategic support from the donor community continues.
Better performing research-extension	• No. Extension plans.	-	6	9	12	Programme reports.	Each year	PCU M&E	Financial support to MoA
Key Activities under technology packages for rainfed agriculture and for small scale irrigation component:						Community records. Extension records. Annual assessments.	Each year	CBO District MoA PCU M&E	MoA has the resources to support Extension Units. District Agriculture Extension
- Seed production and on-farm crop trials.	• No. Farmers in seed banks.	-	270	540	2,700				
- Introduction of low cost SWC methods. - Irrigation methods to improve efficiency	• No. farmers with improved irrigation.	-	60	120	230				
Key Activities under technology packages to increase range and small ruminant productivity component:						Community records. Ministry records.	Each year	CBO MoL, MoE	MoE and MoL have to capability to work in the field.
- Rehabilitation of rangelands - Improved small ruminant technology.	• No. Communities with grazing plans.	-	15	45	90				

Activities under efficient and affordable watershed management technologies component:

- Crop production and rangeland based watersheds characterized for SWC.
- Runoff and nutrient balance analysis.
- Income generating activities with SWC.

• No. Land use plans agreed by communities.	-	10	20	70
• No. women with IGA.	-	-	370	1.110

Community records.
MoA records.

Each year

CBO
MoA

MoA researchers and Soil and Water Conservation Department surveyors have technical skills.

Key Activities under capacity development component:

- Enhanced capacity of Ministry staff
- Collaboration between agricultural research and extension.
- Pastoralists' traveling workshops.

• No. Extension research-based services.	-	9	12	12
• No. men/women with technical/mgmt. skills.	-	240	600	1 200
		64	160	320

Community records.
Ministry records.
Beneficiary assessment.

Each year

MoA
PCU M&E

Researchers are prepared to work off-station with extension services

Appendix II: Financial Governance

1. Given the selection of a private sector entity as the recipient (see appendix II for details on the competitive selection process), the strictest financial management and governance frameworks are being set in place. These will ensure that IFAD resources are being used most efficiently to achieve the objectives of the project. This appendix covers some details on: a. financial management overview, b. procurement procedures, c. financial management systems, and d. audit arrangements.

a. Financial management

2. **Financial Management.** The programme financial management arrangements and internal control systems will be designed to satisfy IFAD's minimum requirements to provide accurate and timely information on the progress of programme implementation and guarantee the separation of functions through several levels of independent controls to implement appropriate risk mitigation measures to ensure accountability of funds.
3. The programme will carry out implementation in accordance with the 2005 IFAD Policy for Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations and the Prevention of Corruption and Economic Offences Act No.5 of 1999 which established the Directorate on Corruption and Economic Offences (DCEO).
4. The implementing consortium and the results achieved through their activities will subject to clear performance standards. Payment schedules will be based on deliverables and performance indicators. This will be reflected in the final contract.
5. A separate grant designated account will be opened for the programme in USD in a commercial bank to receive funds from IFAD and will be managed by Transtec. Transtec will open, through its financial intermediary for Somaliland, a separate operating account in USD for the use of the PCU. The operating account will receive funds from the programme designated account with an initial allocation to allow for six months of projected programme expenditures.
6. The MoADJ (Ministry of Agriculture, Water, Fisheries, Animal and Marine Resources) will open a separate operating (imprest) account in Djiboutian Franc in Djibouti, to receive funds from the programme operating account, based on expenditure forecasts and a Subsidiary Agreement with the PCU. All payments for eligible expenditures to be incurred by MoADJ under the approved budget will be made from this bank account.

b. Procurement procedures for goods, services and human resources

7. All procurement by Transtec/VSF/HAFL consortium and other implementing partners will be undertaken on the basis of the IFAD Procurement Guidelines. While specific thresholds for procurement financed under the programme by IFAD will be stipulated in AWPBs and related procurement plans, the general recommendation is the following:
 - **Goods** estimated to cost more than USD 100,000 equivalent per contract shall be procured through the International Competitive Bidding (ICB) method using the World Bank's applicable Standard Bidding Documents (SBDs). Goods estimated to cost less than USD 100,000 equivalent per contract may be procured through the National Competitive Bidding (NCB). Goods estimated to cost less than USD 25 000 equivalent per contract may be procured through National Shopping method.
 - **Works** estimated to cost more than USD 25,000 shall be procured through the National Competitive Bidding (NCB) method using the World Bank's applicable Standard Bidding Documents (SBDs). While works estimated below USD 25 000 may be procured through National Shopping method. Direct contracting will have to be identified and approved by IFAD in advance for those cases which justify use of such method.

- **Consultancy services** generally estimated to cost more than USD 50 000 for firms and USD 20 000 for individuals will be on the basis of Quality and Cost Based Selection method. However, the specific nature of the assignment will finally determine the method of procurement to be followed.
8. **Prior Review Thresholds.** The following shall be subject to prior review by the Fund:
 - Award of any contract for goods, works and non-consulting services estimated to cost USD 50,000 equivalent or more;
 - Award of any contract for consulting services or service providers estimated to cost USD 25 000 or equivalent or more;
 - Award of any contract through direct contracting or Sole Source Selection.
 9. Procurement methods and prior review requirements will be clearly identified in annual procurement plans to be submitted to the project steering committee (PSC) and IFAD together with the AWPBs. The bid evaluation committee will consist of staff of the project coordination unit (PCU) and the respective Programme Party in each country, and its composition will be determined depending on the nature of the contract. The Project Coordinator will be the signatory of all contracts.
 10. The programme will be managed by the PCU and implemented by contracted service providers on performance related contracts. Service providers will include: (i) preselected public institutions (such as MoA, MoE, MoL, MoADJ) who may have the status of Programme Parties and be required to ensure that procurement actions undertaken by them and financed by IFAD or Government be undertaken in compliance with the stipulated procedures of IFAD and Government; and (ii) non-preselected civil society or private sector entities (e.g. NGOs). Service providers not pre-selected will be procured on the basis of IFAD procurement guidelines. Details of partnerships will be agreed in Memoranda of Understanding or formal contractual relationships.

c. Financial Management System, including accounting specifications

11. The financial management system will comply with international accounting standards. All financial transactions will be recorded by Transtec/VSF/HAFL in a separate ledger established for the programme. Transtec has in-house accounting software that records expenditures by components and activities and financial source, which has been found adequate for IFAD's purposes in NWICDP II. Transtec/VSF/HAFL will prepare financial statements for each quarterly progress report. Consolidated financial statements for the programme for each calendar year will be prepared and delivered to IFAD within 3 months of the end of each calendar year.

d. Audit arrangements

12. Transtec/VSF/HAFL will appoint, with the prior approval of IFAD, independent auditors to audit the financial statements of the programme. Transtec/VSF/HAFL will have the financial statements related to the programme audited each calendar year by the approved auditor in accordance with International Standards on Auditing and in line with IFAD's Guidelines for Project Audits. The terms of reference of the audit will be submitted to IFAD for no-objection.
13. The auditors will provide: (i) an opinion on the statements of expenditure, the operation of the Programme Designated Account, and the adequacy of the accounting and internal control systems of the programme, including compliance with IFAD's Procurement Guidelines and such matters as IFAD may notify Transtec/VSF/HAFL to include in the audit, and (ii) a separate management letter addressing the adequacy of the accounting system and internal control systems.

Appendix III: Overview of selection process and rationale for selection of private sector recipient

1. Somalia does not have access to the PBAS (performance based allocation system, since the country is in arrears. All IFAD operations are funnelled through both Regional/Global grants and supplementary funds. Also, the country is in a uniquely fragile context: it is currently ranked the worst in the world in the Fund for Peace Fragile States Index and highlighted as the most-failed state by The Economist, Sep 8, 2016. Most of the country is in active conflict, with the African Union Mission in Somalia still very active. There are also long-standing and complex issues with regard to the different regions of the country and the recognition of representative institutions between the different regions. IFAD has continued to provide support to communities in need in the region through this period of instability. Given the unique context, IFAD has partnered with non-government and private entities. The experience with Transtec in the previous project, the NWICDP-II (North Western Integrated Community Development Program, Phase II), has been positive with the company displaying a clear ability to deliver benefits in complex and fragile contexts.
2. In line with the context outlined above, and the fragile situations strategy being submitted to the Executive Board in December 2016, IFAD is being flexible in the choice of partners in the Somalia context. Also, as recommended by the implementing procedures under the new Policy for Grant Financing, a transparent rigorous competitive selection process was launched. The clear value added of Transtec, as displayed in its proposal, resulted in the company being unanimously chosen by the evaluation panel as the best bidder. Further, the positive experience in the previous program provided reassurance to the sponsoring division. In order to contribute to the drivers of fragility in the region, the project will also contribute to enhanced capacities of national institutions, and through the primary objective of enhancing pastoralist livelihoods contribute to sustainable governance of natural resources (another key contributor to conflict and fragility in the region). In terms of achieving IFAD's objectives and serving communities in great need in these extremely fragile contexts, it is imperative that IFAD partners with the most effective and efficient partners (and not rely on low capacity institutions which may lead to crucial resources and efforts being squandered). Therefore, the selection of a private sector recipient is seen in this context as the choice most coherent with IFAD's mandate.

Overview of selection process and rationale

3. As per the implementing procedures under the new Policy for Grant Financing, the Near East, North Africa and Europe division (NEN) launched an invitation to bid to select the most qualified recipient to implement the grant-funded project "Productivity enhancing technologies to improve pastoralists and agro-pastoralists livelihoods in dry lands (Somalia/ Djibouti)", approved under the 'Agricultural Research for Development' priority area. The Quality Enhancement panel noted that the process was set up with a professional approach and fully in line with grant procedures.
4. The competitive process was set up in consultation with the Grants Secretariat and the Procurement division to ensure that the documentation and the process was in line with the implementing procedures under the new Grant Policy and procurement processes. The observer panel also included the financial management department and the legal department. The bidding for the grant was opened for 4 weeks. The invitation to bid was published on the IFAD website. Some partner organizations were also identified, based on capacities and experience.
5. The evaluation team and observer panel were set up with representation from the regional division, the technical advisory division (PTA), financial management (FMD), legal (LEG) and procurement colleagues.
6. Four proposals were received from the following bidders by the closing date (proposals shared with panel and observers):

- a. ICARDA (International Center for Agricultural Research in the Dry Areas)- ILRI (International Livestock Research Institute) consortium
 - b. IGAD (Intergovernmental Authority on Development)
 - c. Transtec- VSF Switzerland (Vétérinaires Sans Frontières Suisse) – HAFL (The School of Agricultural, Forest and Food Sciences) consortium
 - d. VSF Germany- CEFA (European committee for training and agriculture)- Procasur consortium
7. The bids were evaluated independently by the members of the evaluation team. All four panelists had the same ranking, with a clear decision on the winning bidder.
 8. The key principles of inclusiveness, impartiality, transparency and rigour have been met throughout the process, as summarized below:
 - **Inclusiveness:** The call was published on the IFAD website and therefore open to all bidders. The website external link was accessed about 400 times (as per the records of the communication division), indicating clear access to external parties. In addition, the link was forwarded to selected organizations based on established capacities in the sector and the region.
 - **Impartiality:** Bidders have been rated with the same criteria as published in the Request for Proposals (evaluation methodology and rating criteria were included in the Request for Proposals/ RFP). The RFP was issued with around four weeks for the invitees to develop the bids.
 - **Transparency:** All documents under the RFP were disclosed to all bidders. The competitive screening team rated all bids independently, and also discussed in a joint meeting. The ranking for the winning proposal was clear and rated the highest by all evaluators.
 - **Rigour:** There was a balance of technical and regional expertise in the evaluation team. The observer panel, that guided the process, included colleagues with expertise on financial management (CFS/ FMD), legal issues (LEG), procurement and process structuring (procurement specialist). The decision, details of the evaluation and details of the design were also reviewed and approved through the quality enhancement and quality assurance reviews (QE and QA).
 9. The panel noted that Transtec's performance in implementing the NWICDP-II was very positive and demonstrated an ability to work in complex and fragile situations, and respond effectively to target groups' priority needs. Given their experience in the region, the track-record of close collaboration with line Ministries in Somaliland and Djibouti and the difficulty in finding agencies with adequate experience, expertise and networks in the region, IFAD's previous experience with non-government/ private players in Somalia, Management recommended awarding the grant to Transtec.
 10. The overall approach and implementation details were well articulated in the detailed design report. The LogFrame contained clear quantitative targets at all levels. The targets have been established through clear economic and financial analyses based on project implementation and experience in the target communities.
 11. The efficiency of Transtec's proposal was the highest in terms of value for money and project administrative costs (more efficient than any of the other proposals received). Transtec also mobilized parallel financing of USD 1.5 million from the SDF- Somaliland Development Fund. These funds, through the Soil and Water Conservation Project, will also contribute to the results to be achieved by the project given the synergies in activities and results. The value for money was found to be very high, and clearly higher than all other options (including collaboration with international research institutions) by the evaluation panel.

Brief overview of private sector recipient and consortium

12. The grant will be implemented through a consortium comprising Transtec, Vétérinaires Sans Frontières Suisse (VSF-Switzerland) and The School of Agricultural, Forest and Food Sciences in Bern (HAFL).

13. **Transtec** is a limited company registered in Belgium. It is an international development company active for 30 years in the implementation of Official Development Assistance (ODA) programmes and projects funded by international agencies in complex environments. Headquartered in Brussels, Belgium, the company currently employs 45 professionals of international backgrounds speaking 17 languages (West and Eastern Europe, Africa, Middle East, Asia). The Company has regional representative offices in Tunisia (Tunis), Beirut (Lebanon), Nairobi (Kenya/Somalia), Gaziantep (Turkey/Syria), Yangon (Burma) and Paris (France).
14. Annually, approximately 600 professionals are deployed in the field on Transtec-led assignments worldwide. The company has successfully conducted over 5,000 short and long-term projects and programmes across 150 countries worldwide.
15. The specific value that Transtec brings to this specific programme include managerial flexibility and technical capability to implement complex long term programmes in fragile situations. Recently Transtec has demonstrated its capacities in these two complementary requirements in the successful implementation of ;
- a. Soil & Water Conservation, crop production and communication organization structure of the Maroodijeh Upper Catchment (Somaliland Development Fund, 2015-2016)
 - b. North Western Integrated Community Development Programme (IFAD, 2010-2104)
16. **Vétérinaires Sans Frontières Suisse (VSF-Suisse)** is a recognized NGO in Switzerland since 1988. VSF-Suisse's vision is: "Healthy people derive their livelihoods from healthy livestock in a sustainable environment" and its mission is to improve the well-being and resilience of vulnerable populations by promoting the health and productivity of their livestock within a sustainable environment. VSF-Suisse is registered in and has been operational for the last 26 years in the Horn of Africa (Kenya, Somalia, South Sudan, Ethiopia) as well as West Africa (Mali and Togo).
17. VSF-Suisse's implementation strategy is related to four areas:
- a. Rural development, food sovereignty improvement, nutrition security and livelihoods
 - b. Strengthened community resilience
 - c. Improved animal and human health
 - d. Capacity building
18. In the countries of operation, VSF-Suisse has long-term and positive working relations with stakeholders-communities, public and private sectors, civil society, local professional and user associations, teaching and research institutions to ensure broad stakeholder participation in all its interventions. VSF-Suisse is an active member of coordination networks at local, national, regional and global arenas for information sharing, building of synergies and to avoid duplication of efforts. Regarding personnel, VSF-Suisse has qualified and experienced technical staff in animal health and production, livestock value chains, natural resources management and community development.
19. The **School of Agricultural, Forest and Food Sciences (HAFL)** is a department of the Bern University of Applied Sciences in Switzerland, offering Bachelor and Master degree programs in those three domains. At the international level, HAFL experts conduct and coach research projects and provide consulting services for many private companies, government institutions, development agencies, and the civil society. HAFL research and services primarily focus on application, implementation and dissemination (including e.g. cost-benefit analyses of R&D projects). The services principally comprise strategic and program/project planning, program and project review and evaluation, and technical as well as methodological support and backstopping. The School's applied research activities and services combine specific competencies in the fields of agriculture, livestock production and pastoral management, forests and food sciences, coupled with themes from social and educational sciences to enhance a client-oriented, needs-based support. Furthermore, specific research and development projects are coordinated by HAFL and implemented together with partners in the South and East. Experts from HAFL are involved in international collaboration covering five areas of expertise:
- a. Sustainable agricultural and livestock production
 - b. Capacity development and knowledge management approaches and methods

- c. Access to markets
- d. Society and policies with a focus on changes in rural societies
- e. Project cycle management expertise including gender- and conflict-sensitive approaches

20. Overall, the consortium will work through local partners, including the Ministries and relevant NGOs and civil society in Somaliland and Djibouti.